

## La diaspora chinoise repensée

Philippe Bourbeau

Volume 32, numéro 4, 2001

Le projet des Amériques sept années plus tard

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704349ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704349ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bourbeau, P. (2001). La diaspora chinoise repensée. *Études internationales*, 32(4), 783–795. <https://doi.org/10.7202/704349ar>

# LIVRES

## 1. Étude bibliographique

### La diaspora chinoise repensée\*

Philippe BOURBEAU\*\*

Dans son dernier rapport annuel sur l'état des migrations internationales, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) chiffre le nombre de migrants internationaux – volontaires et forcés – à 150 millions<sup>1</sup>. Elle estime que trois pour cent de la population mondiale a vécu à l'extérieur de son pays d'origine au moins une année.

Il va sans dire que l'ampleur de ce phénomène à la sortie du xx<sup>e</sup> siècle force les chercheurs en sciences sociales à approfondir autant leur connaissance même des migrations que leur incidence sur les personnes, sur le pays d'origine, sur le pays d'accueil et sur la scène internationale. Ainsi, les migrations retiennent l'attention d'un nombre grandissant de chercheurs en science politique et les concepts telles diaspora, assimilation et intégration voient leur définition se clarifier et se préciser davantage<sup>2</sup>.

\* NG, Wing Chung, *The Chinese in Vancouver, 1945-1980. The Pursuit of Identity and Power*, Vancouver, UBC Press, 1999, 201 p.

PIEKE, Frank N., and Hein MALLEE (dir.), *Internal and International Migration. Chinese Perspectives*, Richmond, Curzon Press, 1999, 354 p.

GOMEZ, Edmund Terence, and Hsin-Huang Michael HSIAO (dir.), *Chinese Business in South-East Asia. Contesting Cultural Explanations, Researching Entrepreneurship*, Richmond, Curzon Press, 2001, 205 p.

\*\* Candidat au doctorat, Département de science politique de l'Université de la Colombie-Britannique, Canada.

1. ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM), *État de la migration dans le monde en 2000*, Genève, Organisation Internationale pour les Migrations, 2000.

2. Mentionnons au passage Bertrand BADIE et Catherine De WENDEN (dir.), *Le Défi migratoire : question de relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po/Centre québécois de relations internationales, 1994; Didier BIGO (dir.), « Sécurité et Immigration », *Cultures et Conflits*, n° 31-32, 1998; Robin COHEN, *Global Diasporas: An Introduction*, London, UCL Press, 1997; William SAFRAN, « Diaspora in Modern Societies: Myths of Homeland and Return », *Diaspora*, vol. 1, n° 1, pp. 83-99, 1991; Ronald SKELDON, *Migration and Développement: A Global Perspective*, London, Belhaven Press, 1997; MYTON WEINER (dir.), *International Migration and Security*, Boulder, Lynne Rienner, 1994.

De son côté, la diaspora chinoise est un sujet d'étude traité autant par les anthropologues, les historiens, les politologues que les sociologues<sup>3</sup>. Au cours des années et des travaux, différentes approches ont été adoptées pour décrire les Chinois ayant émigré. On a parlé de « troisième Chine<sup>4</sup> », de « Chine invisible<sup>5</sup> », de « cercle extérieur de la révolution », de « cinquième colonne de la République populaire de Chine » et de « Chine externe<sup>6</sup> ».

La recrudescence des mouvements migratoires, de façon générale, et l'implication des Chinois ayant émigré dans le développement économique de la Chine continentale ont provoqué une prolifération d'études – de nature économique, politique, historique et sociologique – portant sur la diaspora chinoise dans la décennie 1990<sup>7</sup>.

Il s'avère donc utile et nécessaire d'effectuer une mise à jour des connaissances et de faire le point sur les approches et paradigmes proposés par les chercheurs. Pour ce faire, nous avons choisi trois ouvrages fort différents, mais qui cadrent parfaitement avec notre objectif.

Chacun des ouvrages recensés se différencie autant par l'angle d'analyse choisi que par l'étendue de l'étude effectuée. Le premier se concentre sur une communauté chinoise particulière et constitue un essai à saveur « anthropologico-organisationnelle ». Le deuxième est composé des actes d'un colloque et se veut une analyse comparée. Enfin, le troisième opte pour un angle économique et est formé de présentations réalisées lors d'un atelier.

3. Voir, entre autres, Maurice FREEDMAN, *The Study of Chinese Society. Essay*, Stanford, Stanford University Press, 1979; L.A.P. GOSLING, and L.Y.C. LIM (dir.), *The Chinese in Southeast Asia Volume I and II*, Singapore, Maruzen Asia, 1983; James MACKIE, *The Chinese in Indonesia. Five Essays*, Honolulu, The University Press of Hawaii, 1976; Aihwa ONG, and Donald M. NONINI (dir.), *Ungrounded Empires: The Cultural Politics of Modern Chinese Transnationalism*, New York Routledge, 1997; Victor PURCELL, *The Chinese in Southeast Asia*, London, Oxford University Press, 1965; Georges William SKINNER, *Chinese Society in Thailand: An Analytical History*, Ithaca, Cornell University Press, 1957; Leo SURYADINATA (dir.), *Southeast Asian Chinese and China. Volume I and II*, Singapore, Singapore University Press, 1995; W.M. TU (dir.), *The Living Tree: The Changing Meaning of Being Chinese Today*, Stanford, Stanford University Press, 1995; Gungwu WANG, *China and the Overseas Chinese*, Singapore, Times Academic Press, 1991; Bernard WONG, *Chinatown: Economic Adaptation and Ethnic Identity of the Chinese*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1982.
4. C.P. FITZGERALD, *The Third China: the Chinese Communities in Southeast Asia*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1965.
5. Garth ALEXANDER, *Silent invasion. The Chinese in Southeast Asia*, London, MacDonald, 1973.
6. Gungwu WANG, *op. cit.*
7. Voir, notamment, Paul J. BOLT, *China and Southeast Asia's Ethnic Chinese: State and Diaspora in Contemporary Asia*, Westport, Praeger, 2000; Amy L. FREEDMAN, *Political Participation and Ethnic Minorities. Chinese Overseas in Malaysia, Indonesia, and the United States*, New York, Routledge, 2000; C. LEVER-TRACY, D. IP, and N. TRACY, *The Chinese Diaspora and Mainland China: An Emerging Economic Synergy*, London, Macmillan, 1996; L. PAN (dir.), *The Encyclopedia of the Chinese Overseas*, London, Curzon Press, 1998; S.G. REDDING, « The Distinct Nature of Chinese Capitalism », *The Pacific Review*, vol. 9, n° 3, pp. 426-440, 1996; Pierre TROLLET, *La diaspora chinoise*, Paris, PUF, 1994; M. WEIDENBAUM, and S. HUGHES, *The Bamboo Network. How Expatriate Chinese Entrepreneurs Are Creating a New Economic Superpower in Asia*, New York, The Free Press, 1996.

## I – Les générations de Vancouver

Wing Chung Ng nous présente, dans ce deuxième ouvrage de la collection *Contemporary Chinese Studies* des Presses de l'Université de la Colombie-Britannique, une version révisée de la thèse de doctorat qu'il a soutenue en 1993.

Dans cet essai, Ng cherche à comprendre les différentes constructions identitaires de la communauté chinoise de Vancouver pour la période allant de 1945 à 1980. Prenant appui sur les travaux effectués dans les années 1950-1960 sur les Chinois ayant émigré en Asie du Sud-Est<sup>8</sup> – tout en prenant les réserves qui s'imposent, notamment envers les paradigmes véhiculés alors – il a choisi d'étudier, de façon historique et anthropologique les associations et organisations sociales et culturelles des personnes d'origine chinoise vivant à Vancouver. Pour lui, ces associations et organisations ne sont pas uniquement une manifestation sociale d'une certaine spécificité, mais constituent une véritable arène publique où se déroulent les luttes politiques liées aux questions identitaires. En ce sens, elles sont fort révélatrices du processus de construction identitaire des personnes d'origine chinoise installées à Vancouver.

Postulant que l'identité est quelque chose de dépendant, malléable, dynamique et qui se construit autour de plusieurs éléments non exclusifs telles la langue, la religion, les valeurs, les habitudes alimentaires et vestimentaires, etc., l'auteur a porté son attention sur la variable génération afin de faire ressortir les étapes, mais aussi les paradigmes de la construction de l'identité des Canadiens d'origine chinoise de Vancouver.

L'auteur identifie trois grandes vagues d'immigration : 1. les premiers arrivants (~1870-1923) ; 2. les immigrants arrivés après l'abrogation du *Chinese Exclusion Act* de 1923 (1947-1967) ; 3. les immigrants d'après 1967 et les personnes d'origine chinoise nées au Canada. Ng, tout en prenant note des divisions internes existant à l'intérieur de chacune de ces générations, démontre habilement que le processus identitaire s'est principalement articulé à travers les schismes de positions de ces différentes générations.

Focalisant sur l'histoire des organisations communautaires chinoises et appuyé par un solide corpus de sources primaires – entrevues, journaux locaux de langue chinoise – l'auteur parvient à examiner l'intersection entre les pratiques institutionnelles et le pouvoir d'une définition culturelle. Ces deux dernières notions sont particulièrement significatives étant donné la relation asymétrique entre la minorité chinoise et l'hôte dominant.

Il se dessine, à travers les luttes de générations dans la formation de l'identité des Canadiens d'origine chinoise, un grand axe diviseur : ceux qui se réfèrent à ce que Ng appelle le Vieux Monde – alliant le sentiment culturel et de forts liens avec la Chine – et ceux du Nouveau Monde – aux expériences de

8. Notamment, Maurice FREEDMAN, *op. cit.* ; William G. SKINNER, *op. cit.* ; Edgar B. WICKBERG, *The Chinese in Philippines Life*, New Haven, Yale University Press, 1965 ; Donald E. WILLMOTT, *The National Status of the Chinese in Indonesia, 1900-1958*, Ithaca, Cornell Modern Indonesia Project, 1961.

rejet, d'aliénation, d'accommodation et d'acceptation dans le pays d'accueil. D'ailleurs, si l'objectif principal de cet essai est de démontrer le processus de formulation de l'identité, un but plus large anime l'ouvrage. Celui d'éviter de dépeindre les personnes d'origine chinoise installées à Vancouver, et par extension au Canada, comme des victimes passives de préjugés et de la discrimination, comme une communauté entièrement refermée sur elle-même, comme une communauté ayant construit son identité collective uniquement en réaction à la société canadienne et comme une communauté constamment piégée entre les pressions des sociétés canadienne, chinoise, hongkongaise et taïwanaise. Sans nier l'existence d'un racisme canadien, particulièrement dans la province de la Colombie-Britannique, et de l'impact de ce dernier sur la communauté, l'auteur désire plutôt faire parler les Chinois eux-mêmes sur ce que veut dire *être Chinois* dans un pays d'accueil.

L'immigration chinoise à Vancouver constitue une fraction d'un large mouvement régional, puis global, de la population chinoise à l'extérieur de la Chine. C'est pourquoi le dernier chapitre replace le phénomène de l'immigration chinoise à Vancouver dans un contexte à la fois régional et mondial. Ainsi, le processus de construction de l'identité, analysé tout au long de l'ouvrage, trouve un autre paramètre d'analyse : la mise en contexte par une analyse comparée.

C'est au terme de cette analyse comparée – par ailleurs fort bien construite – que l'auteur nous amène au cœur de ses réflexions sur la question de l'identité. Ng pose cinq grands thèmes devant guider les futures recherches sur la construction de l'identité des Chinois ayant émigré. Premièrement, l'historique de l'immigration d'une communauté – et son incidence sur le poids démographique de celle-ci dans le pays d'accueil – et la formation de l'identité collective sont intimement liées. Sans toutefois exagérer les liens qui unissent la communauté chinoise et sa relative homogénéité – mais qui permettent justement de parler de communauté –, la façon dont la communauté s'est construite détermine aussi la façon dont l'identité de cette communauté se forge. Deuxièmement, le poids et l'importance relative des groupes géo-dialectiques chinois – Hakka, Hokkien, Cantonais, etc. – dans la formulation de l'identité d'une communauté est une donnée incontournable dans l'étude d'une communauté particulière et dans une étude comparée de deux ou plusieurs communautés. Troisièmement, les associations et organisations municipales, régionales, nationales et internationales constituent à la fois l'arène privilégiée et des agents essentiels de la construction identitaire. Quatrièmement, la relation entre les Chinois ayant émigré et la Chine, ce que plusieurs ont appelé le « facteur Chine ». Compte tenu de la période étudiée par Ng, il appert que la confrontation Chine-Taiwan a fortement modulé l'affirmation de l'identité et de l'allégeance politique de la communauté chinoise vivant à Vancouver. Si les questions « internes » de la Chine s'estompent graduellement comme élément de l'identité, la résurgence du nationalisme chinois et la politique d'ouverture économique des décennies 1980-1990 accroissent considérablement le potentiel d'influence du « facteur Chine » sur

les Chinois ayant émigré. Cinquièmement, il va sans dire qu'un des facteurs primordiaux de la construction identitaire constitue la relation entre les Chinois ayant émigré et le pays d'accueil.

## II – Un pont entre l'interne et l'externe

Le livre qu'éditent Frank N. Pieke et Hein Mallee rassemble les communications présentées lors de la conférence *European Chinese and Chinese Internal Migrants: Common Themes in International and Internal Migration*, tenue à Oxford en juillet 1996. Regroupant 15 contributions, le bouquin est divisé en trois parties : 1. les migrations chinoises internes ; 2. les migrations chinoises de la province du Zhejiang en Europe et en Chine ; et 3. les migrations internes et la question de l'identité. À cela s'ajoute une introduction, signée Frank N. Pieke, à laquelle nous accorderons une attention particulière et une conclusion de Ronald Skeldon et Graeme J. Hugo, qui suggèrent des grands axes de recherches pour les travaux à venir.

Ces actes de colloque poursuivent deux objectifs principaux : 1. reconsidérer d'un point de vue nouveau et examiner plus à fond le phénomène qu'il convient maintenant d'appeler les migrations – à cet effet, Pieke considère que les délimitations du terme migration sont excessivement floues et que le terme mobilité serait parfois plus approprié pour désigner le phénomène qu'on cherche à étudier – et 2. assurer une comparaison des migrations chinoises internes et externes.

L'introduction de Frank N. Pieke, qui ressemble beaucoup plus à un article de fond qu'à un texte introduisant les différentes études présentes dans le livre, constitue une réflexion sur la discipline tant des études sur la migration chinoise que des études sur les migrations en général et, en ce sens, cadre parfaitement avec notre étude bibliographique.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la fin du xx<sup>e</sup> siècle a vu une véritable explosion des mouvements migratoires. Or, si une trentaine de groupes ethniques – les Arméniens, les Indiens, les Philippins, etc. – se revendiquent aujourd'hui « diasporas », les Chinois ayant émigré attirent particulièrement l'attention des chercheurs et des médias, notamment occidentaux et asiatiques. Pourquoi une telle présence de ce champ d'étude et en quoi les migrations chinoises sont-elles uniques ? Pieke esquisse brièvement trois grandes raisons : 1. le nombre – en termes de millions – a toujours posé des problèmes tant pour la Chine que pour les pays d'accueil ; 2. l'interdit émis au temps de Mao Zedong a certes été dilué, mais un solide système de contrôle demeure, notamment le système d'enregistrement de l'habitation (*hukou*) ; 3. l'attachement familial, les mœurs funéraires et l'extrême importance des groupes et des sous-groupes claniques et dialectiques ont profondément marqué – et marquent encore – les migrations chinoises.

Le choix de comparer les migrations chinoises vers l'Europe et celles à l'intérieur de la Chine demeure fragile. En fait, c'est l'argumentation développée

par Pieke qui est contestable. Ce dernier invoque trois raisons justifiant une telle comparaison. Premièrement, les migrations internes sont régies par le système d'enregistrement de l'habitation et ce système est comparable aux restrictions imposées à l'immigration par les États européens. Nous saisissons mal en quoi l'Europe est différente sur ce point des États-Unis, de la péninsule arabe ou encore de l'Australie. Qui plus est, depuis la création de l'Union européenne où la libre circulation des personnes constitue un élément central.

Deuxièmement, Frank Pieke indique que les chercheurs européens travaillant sur la diaspora chinoise n'avaient pratiquement aucun contact, non seulement entre eux, mais non plus avec les études chinoises et avec les études sur les migrations en général. Manifestement, cet effort de rassemblement comble un besoin pressant, mais en quoi cette situation est-elle unique à l'Europe? Ne sommes-nous pas plutôt en présence d'une tendance internationale – à tout le moins occidentale – de réunir différents domaines d'études et d'asseoir les bases d'analyses interdépendantes et interdisciplinaires intégrant les multiples facettes d'une question?

Troisièmement, Pieke avance l'argument de la forte présence en Europe de Chinois provenant de la province du Zhejiang et de la présence dans les grandes villes chinoises d'une imposante concentration de gens provenant du Zhejiang. D'emblée, deux remarques se pointent. Zhejiang est une province côtière, elle accueille donc un grand nombre de Chinois des autres provinces. Certes, le point de départ de la Chine vers d'autres pays est cette province côtière, mais peut-on réellement affirmer que ces personnes *sont* de cette province? En outre, il nous semble intéressant de comparer l'Europe et la province du Zhejiang parce qu'elles constituent deux destinations et non parce que l'une est une destination et l'autre, un point de départ, comme il est argumenté par un des éditeurs du volume.

À cet effet, nulle part retrouve-t-on dans ce volume une véritable comparaison entre l'Europe et la province du Zhejiang. Certes, divers articles traitant de l'une et de l'autre – ce qui constitue pratiquement le seul élément de comparaison – sont présents, mais l'analyse novatrice annoncée en introduction est absente de ce livre. À la décharge des éditeurs, il faut admettre qu'un collage de communications se prête généralement mal à une analyse comparée.

Critiquant les approches ethniques, économiques, écopolitiques et sociologiques, Frank N. Pieke appelle à une redéfinition épistémologique des études sur les migrations. Il faut réinventer le concept analytique qu'est la migration. Puisque le concept de migration englobe une multitude de facteurs, il est difficile de concevoir qu'une seule approche puisse analyser dans sa globalité un tel phénomène. Il propose donc une approche à deux niveaux: 1. étudier les « configurations des migrations »; 2. étudier, de façon renouvelée, le phénomène de mobilité en tant que *discursively constituted event*.

Développons quelque peu ces deux points. Le premier niveau implique un nouveau corpus de travail composé des indicateurs suivants : les migrants, la location, le flux informationnel, les biens, l'argent, les réseaux et les institutions. Ces indicateurs sont à leur tour subdivisés. Cette « configuration des migrations », postulant la primauté de l'acteur, est à différencier du « système des migrations », qui a prévalu par le passé, et prévaut encore, comme le paradigme central des études sur les migrations. En fait, insiste l'auteur, un « système de migration » décrit les migrations comme elles sont perçues par un observateur externe, tandis qu'une « configuration des migrations » constitue une réalité sociale dans laquelle les migrants opèrent. Cette profonde différence d'orientation entre l'approche du système et de la configuration implique une impossible, et non souhaitable, intégration. Toutefois, puisque les migrations ne sont qu'un aspect d'un englobant système ou configuration, les deux approches se complètent très bien selon l'auteur.

Frank N. Pieke veut amener les études sur les migrations – historiquement dominée par les géographes et les démographes – dans une direction qui relativise l'élément mobilité et qui se tourne vers le contexte politique et social spécifique dans lequel elles ont été réalisées. Ce n'est pas que les migrations ne se comparent pas entre elles, mais il est dangereux d'inclure sous une même catégorie un ensemble de phénomènes très diversifiés. En fait, il arrive à la conclusion que peu de choses relient entre eux les phénomènes qu'on regroupe sous le vaste thème de migration.

Le deuxième niveau met de l'avant un plan de travail plus nébuleux. Ainsi, un effort devrait être fait pour concevoir les migrants comme des êtres humains et non des corps humains et pour prendre conscience que le fait de quitter le lieu de naissance pour un environnement étranger est non seulement un événement majeur pour un migrant, mais constitue un imposant facteur de changement de la perception que la personne a d'elle-même et de sa place dans les deux sociétés – la nouvelle et l'ancienne.

Aux yeux de Pieke, il y a trop d'études sur le système ou la structure des migrations et trop peu sur l'acteur, ses émotions, ses perceptions, ses choix, sur son histoire biographique, etc. Il opte pour une approche anthropologique car elle permet d'aller plus loin que la recherche des causes des migrations – qu'elles soient économiques ou politiques – du fait, pour certaines régions, de l'existence d'une logique culturelle de migration.

Nous saisissons la trame postmoderniste caractérisant ce nouvel axe de recherche, mais la présentation de Pieke est insuffisante. Ces remarques ressemblent davantage à des communications orales tenues lors d'une conférence et colligées rapidement dans un texte, qu'à la « déconstruction », la « reconstruction », la conception et l'élaboration rigoureuse d'un agenda de travail renouvelé. Manifestement, cette partie manque de profondeur. Le premier pas de la réflexion est lancé, souhaitons qu'elle se poursuive.

Sans faire un compte-rendu exhaustif de ce volume, il importe de mentionner quelques contributions qui, selon nous, possèdent une incidence



significative sur l'étude de la diaspora chinoise. Le texte de Diana Lary<sup>9</sup> pose les bases d'une réflexion entre les chercheurs travaillant sur les migrations internes et externes et constitue, en ce sens, un atout majeur de ce volume. Par une argumentation serrée et servie par une profonde connaissance de ces dynamiques, elle détruit habilement un mythe largement répandu : aucune migration chinoise interne n'a eu lieu de 1949 à 1978. C'est oublier, nous fait remarquer Lary, les migrations afin de renforcer les frontières, les déménagements aux fins du progrès socialiste, les déménagements industriels, les migrations punitives, les migrations causées par la famine et les « migrations-évasions ». Replaçant le phénomène dans son contexte, cette historienne rejette l'idée que les migrations soient la conséquence naturelle du développement économique, sans toutefois nier que ce dernier soit un vecteur important des migrations actuelles. Elle pose la nécessité du regard historique dans l'étude des migrations, car il permet de mieux saisir l'essence d'une société en mouvement lorsque les fondements historiques de ces mouvements sont élucidés. Sans une telle approche, on pourrait concevoir que la Chine soit passée subitement d'une société statique à une société mobile. Parce que certaines d'entre elles furent forcées, on assume souvent – et à tort nous rappelle-t-elle – que les vraies migrations ont débuté avec la politique d'ouverture économique.

L'article de Xiang Biao<sup>10</sup>, sur les migrants dont la mobilité n'a pas été mandatée par le gouvernement central (les non-*hukou*), représente assurément un des points forts de ce livre. Étudiant les personnes originaires de la province du Zhejiang mais habitant Beijing, il démontre comment la « commercialisation des réseaux traditionnels<sup>11</sup> » leur a permis de créer un « espace social » distinct de celui de l'État, le « village Zhejiang », et où ils vivent dans une relative autonomie. Cette analyse donnera assurément des munitions aux chercheurs arguant que les migrations transforment les structures sociales d'un État et minent son pouvoir et son contrôle. Enfin, mentionnons rapidement la contribution de Mette Thunø<sup>12</sup>, sur les dynamiques de l'émigration vers l'Europe des Chinois du Zhejiang au début du xx<sup>e</sup> siècle, où elle actualise le modèle analytique dualiste<sup>13</sup>, développé d'une part par Ronald

9. Diana LARY, « The "Static" Decades: Inter-Provincial Migration in Pre-Reform China », pp. 29-48, in Frank N. PIEKE, and Hein MALLEE, *op. cit.*

10. Xiang BIAO, « Zhejiang Village in Beijing: Creating a Visible Non-state Space Through Migration and Marketized Networks », pp. 215-250, in Frank N. PIEKE, and Hein MALLEE, *op. cit.*

11. Traduction libre de *Marketization of Traditional Networks*. Par réseaux traditionnels, il faut entendre les liens de sang et ceux basés sur le lieu de naissance.

12. Mette THUNØ, « Moving Stones from China to Europe: The Dynamics of Emigration from Zhejiang to Europe », pp. 159-180, in Frank N. PIEKE, and Hein MALLEE, *op. cit.*

13. Modèle dans lequel les structures macro-économiques internationales et l'environnement familial constituent des facteurs expliquant la décision d'émigrer. Voir Ronald SKELDON, *Population Mobility in Developing Countries: A Reinterpretation*, London, Belhaven Press, 1990 et Douglas S. MASSEY, et al., « Theories of International Migration: A Review and Appraisal », *Population and Development Review*, vol. 19, n° 3, 1993, pp. 431-466.

Skeldon et, d'autre part, par Massey *et al.*, expliquant les raisons de l'émigration, en l'accompagnant de la théorie de la pratique émise par Pierre Bourdieu<sup>14</sup>.

### III – Les entrepreneurs chinois démystifiés

Le dernier volume de cette étude bibliographique constitue la mise à jour des actes d'un atelier organisé par le *Program for Southeast Asian Area Studies* (PROSEA), tenu à Taipei en novembre 1997, et édités par un spécialiste de l'économie malaysienne, Edmund T. Gomez, et un sociologue de la *National Taiwan University* et directeur du PROSEA, Hsin-Huang M. Hsiao. La conférence avait deux objectifs principaux, repris par le livre : identifier les avenues de recherche clé sur les entrepreneurs chinois de l'Asie du Sud-Est et formuler un nouveau cadre pour les études empiriques sur les entrepreneurs chinois.

Pour rencontrer ces objectifs, les éditeurs ont choisi de concentrer les études présentées, qui constituent autant de chapitres, sur les cinq États où la diaspora chinoise est fortement établie, à savoir Singapour, la Malaysia, la Thaïlande, les Philippines et l'Indonésie. Certains chefs de file de l'étude des Chinois ayant émigré ont été mis à contribution, notamment Chan Kwok Bun pour Singapour, Jamie Mackie pour la Thaïlande et Theresa Chong Carino pour les Philippines. Les cinq analyses sont toutes construites de la même façon, ce qui, de par le canevas de travail établi, améliore considérablement l'ouvrage et le démarque des traditionnels actes de colloque aux contributions disparates et inégales. Un bref historique des entrepreneurs chinois du pays en question, placé en introduction, permet une conceptualisation et une compréhension des circonstances dans lesquelles les entreprises se sont bâties. Il est suivi par une revue de littérature critique – parfois acerbe, mais toujours bien formulée et bien argumentée –, cherchant à mettre à l'avant-scène à la fois le cruel manque d'étude empirique sur le domaine et les nuances essentielles, qu'apporteraient de telles études, sur des questions comme les réseaux chinois, les organisations, les méthodes de développement des firmes, etc. Enfin, une brève liste d'axes de recherche à développer et spécifiques à chacun des États fait office de conclusion.

À l'instar du volume de Pieke et Mallee, les éditeurs du présent ouvrage ont signé une introduction – l'article le plus long du livre, 37 pages – ne présentant pas les contributions incluses dans ces actes de colloque, mais développant les objectifs et les buts recherchés par cette étude et proposant des avenues originales. C'est pourquoi nous l'étudierons en profondeur.

D'emblée, les éditeurs posent les bases de leur analyse en deux temps : ils contestent la théorie à la mode voulant que les institutions, les pratiques et les normes des personnes d'origine chinoise soient la raison de leur réussite économique et ils questionnent le postulat selon lequel les entrepreneurs chinois dépendent principalement des réseaux, qui sont eux fondés sur un

14. Voir Pierre BOURDIEU, *Outline of a Theory of Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977 et Pierre BOURDIEU, *The Logic of Practice*, Cambridge, Polity Press, 1990.

partage d'identité, afin de développer leur corporation. Selon les auteurs, ces assomptions, édifiées sur des analyses empiriques insuffisantes, biaisent considérablement de nombreuses recherches sur la diaspora chinoise. En outre, ils considèrent que l'essence même du capital chinois n'est pas encore bien saisie, c'est-à-dire que le concept « *Chinese business* » est utilisé à outrance par les chercheurs, mais demeure, paradoxalement, encore très mal défini. De tels constats méritent qu'on s'y attarde.

Il est courant de lire que les Chinois d'Indonésie contrôlent 80 pour cent de l'économie indonésienne, que les Sino-Thais possèdent 89 pour cent de la capitalisation boursière et que 30 pour cent des 1 000 plus importantes corporations philippines sont détenues par les Chinois des Philippines. Or, le bien-fondé de ces statistiques a été remis en question à plusieurs reprises et aucune étude rigoureuse n'a encore vérifié scientifiquement ces données économiques. Pourtant, pratiquement tous les travaux publiés sur la diaspora chinoise citent ces chiffres et c'est exactement cela que les éditeurs trouvent déplorable<sup>15</sup>. D'autant plus lorsqu'on sait que la grande majorité des consortiums chinois sont contrôlés par une infime minorité – de souche familiale ou autre. Alors est-ce vraiment les Chinois ayant émigré en Indonésie qui contrôlent l'économie ou une minuscule fraction de ceux-ci ?

Le tandem Gomez-Hsiao a aussi voulu vérifier l'hypothèse, souvent présentée comme un fait, que les Chinois de l'Asie du Sud-Est possèdent énormément de liens intra-ethniques et que ces liens représentent la pierre angulaire du pouvoir économique chinois. Ils démontrent que les hommes d'affaires chinois les plus puissants de l'Asie du Sud-Est – à l'exception de Singapour – possèdent tous des relations hautement privilégiées avec les autorités politiques du pays d'accueil. Ainsi, au contraire de Joël Kotkin, qui affirmait en 1993<sup>16</sup> que le succès, dans la nouvelle économie, est déterminé par les relations intra-ethniques qu'un immigrant entrepreneur transporte avec lui autour du monde, les éditeurs rejettent – à tout le moins critiquent fortement – la corrélation entre une identité et une ethnicité commune et la création d'un réseau d'entrepreneurs intra-ethniques.

Que proposent Gomez et Hsiao pour permettre la sortie des assomptions décrites plus haut et leur remplacement par des « réalités » vérifiées scientifiquement ? Ils formulent, malheureusement de brève façon et sans réel développement, un concept susceptible de vérifier empiriquement l'hypothèse voulant que les Chinois soient une force économique émergente en raison du maintien et du respect de leurs relations et de leurs contacts, à savoir le « *interlocking stock ownership* ». Ce concept serait révélateur d'un engagement mutuel à construire une relation d'affaire à long terme.

Les éditeurs questionnent aussi l'hypothèse, largement répandue, à l'effet que la raison principale pour laquelle les Chinois ayant émigré réinvestissent

15. Nous-mêmes avons utilisé ces chiffres dans notre plus récente publication.

16. Joël KOTKIN, *Tribes: How Races, Religion, and Identity Determine Success in the New Global Economy*, New York, Random House, 1993.

en Chine soit leur profond désir de participer à la « construction » de la mère patrie. Ils considèrent plutôt que l'épicentre des importants investissements de la diaspora chinoise en Chine continentale sont les politiques et les concessions octroyées par le gouvernement de la République populaire de Chine<sup>17</sup>. Le facteur « patrie » devant être relativisé. Sur le plan méthodologique, l'approche culturelle, qui a pris une place considérable dans l'étude de la diaspora chinoise dans les 20 dernières années, néglige selon eux diverses variables qui, si elles possèdent moins d'incidence pour les analyses s'appliquant aux pays occidentaux, s'avèrent extrêmement significatives dans le contexte asiatique, notamment le rôle de l'État. Les défenseurs des explications monocausales à caractère culturel ne trouveront ici aucun allié.

De façon plus spécifique, la communication présentée par Chan Kwok Bun et Ng Beoy Kui sur les Chinois ayant émigré à Singapour mérite d'être soulignée. En décrivant en détail le rôle des entrepreneurs chinois dans le développement économique de Singapour, les auteurs arrivent à la conclusion que le facteur culturel chinois possède une incidence relativement peu significative pour expliquer ledit succès économique de la diaspora chinoise. Car les entrepreneurs d'origine chinoise n'ont pas tous enregistré un succès économique et les entrepreneurs ayant obtenu du succès ne sont pas tous d'origine chinoise. En fait, ils démontrent que la grande majorité des entrepreneurs d'origine chinoise sont propriétaires de Petites et Moyennes Entreprises (PME) et que ces dernières n'ont eu accès, jusqu'à tout récemment, à aucune politique préférentielle de l'État. Dans quelles directions les recherches sur la diaspora chinoise de Singapour devraient-elles s'orienter? Les auteurs esquissent deux voies : 1. l'étude des conflits et des confrontations à l'intérieur de la diaspora chinoise. Il ne suffit pas d'affirmer brièvement l'hétérogénéité des Chinois ayant émigré et construire par la suite une analyse de cette population en tant que bloc uniforme. Il faut parfaire notre connaissance entre autres des rivalités intra et interfamiliales et des mécanismes spécifiques de prise de pouvoir (ou de maintien) des entreprises chinoises ; 2. l'étude des mécanismes de fonctionnement interne des coentreprises (*joint ventures*) interethniques, car plusieurs PME chinoises ont adopté cette stratégie afin de consolider leur base à Singapour, mais aussi pour développer de nouveaux marchés à l'extérieur de la cité-État.

Enfin, une bibliographie exhaustive – 25 pages – complète l'ouvrage. Elle répertorie les ouvrages majeurs qui ont marqué l'étude des Chinois ayant émigré, tant de façon générale qu'en fonction des cinq États étudiés. Elle assure ainsi une revue de littérature extrêmement pertinente.

17. D'ailleurs, des chercheurs ont remis en question l'attachement des Chinois ayant émigré envers leur terre natale. Ainsi, le vieux proverbe « fallen leaves return to their roots » (les feuilles mortes retournent là d'où elles viennent) serait devenu, depuis quelques années, « fallen leaves no longer return to their roots » (les feuilles mortes ne retournent plus d'où elles viennent). Voir Min ZHOU, *Chinatown. The Socioeconomic Potential of an Urban Enclave*, Philadelphie, Temple University Press, 1992.

#### IV – De nouveaux axes de recherche et d'autres ... moins nouveaux

De toute évidence, les trois ouvrages recensés ici ne représentent qu'une fraction de l'ensemble des travaux publiés dans le domaine de l'étude des migrations chinoises. Toutefois, ces volumes, de par leurs objectifs et leurs structures internes, ont tous su poser les bases d'une réflexion et émettre d'intéressantes propositions de recherche. Or, devant ce tableau, quels sont maintenant les horizons s'offrant à nous? Dans quelle direction ce champ d'étude semble-t-il se diriger? Cinq grands thèmes ressortent, selon nous.

La première limite des études portant sur la diaspora chinoise est l'éternel problème des tentatives d'homogénéisation des Chinois ayant émigré. Pourtant de nombreux chercheurs ont, et à maintes reprises, démontré l'existence de plusieurs facteurs de division au sein de la diaspora chinoise. Les dimensions géo-dialectique (Hakka, Hokkien, Cantonais, etc.), économique (conglomérat, PME, etc.), politique (pro-Chine, pro-Taiwan, pro-pays d'accueil, mixte), puis celles concernant l'identité (chinoise, du pays d'accueil, mixte, etc.), les conflits intra et interfamiliaux et les générations de migrants sont encore mal étudiées. Si ces éléments sont généralement pris en compte dans les études à caractère national – par exemple, la communauté chinoise de Vancouver – ils sont souvent mis de côté dans les études à caractère régional – la diaspora chinoise de l'Asie du Sud-Est ou encore, plus global, les raisons expliquant la réussite des entrepreneurs chinois. Plus un phénomène tangible de la disparition des frontières, tel que les migrations, gagnera en importance sur la scène internationale, plus il sera primordial de le connaître sous toutes ses facettes<sup>18</sup>.

La nécessité d'une redéfinition, d'une définition et d'une meilleure utilisation de certains concepts n'est plus à démontrer et constitue en soi un imposant canevas de travail. Qu'il s'agisse de termes généraux tels la diaspora chinoise, l'espace économique chinois, le « *Greater China*<sup>19</sup> », voire celui de migration – comme le propose Frank N. Pieke – ou de termes plus spécifiques comme l'identité culturelle chinoise et le « *Chinese business* », un effort se doit d'être entamé afin d'en déterminer le contenu.

À l'instar de Wing Chung Ng et de Diana Lary<sup>20</sup>, les recherches à venir doivent comprendre une approche historique, pas nécessairement exclusive, des migrations chinoises. Que cet angle d'analyse permette celle d'une communauté particulière – la diaspora chinoise de Vancouver – ou qu'il

18. D'ailleurs, sur le plan strictement démographique, les seules données scientifiques disponibles sur le nombre de Chinois ayant émigré dans chacun des États asiatiques sont de 1990 et l'article phare – constamment repris – est : L.D. POSTON, M.X. MAO, and M.-Y. YU, « The Global Distribution of the Overseas Chinese around 1990 », *Population and Development Review*, vol. 20, n° 3, 1994, pp. 631-645. Depuis, il n'y a que des évaluations.

19. Harry Harding a établi, en 1993, de précieuses délimitations à ce concept, mais il semble qu'elles ne soient pas appliquées par tous, voir Harry HARDING, « The Concept of "Greater China": Themes, Variations and Reservations », *The China Quarterly*, n° 136, 1993, pp. 660-695.

20. Et dans une certaine mesure Gungwu WANG (dir.), *Global History and Migrations*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1997.

replace dans son contexte le phénomène des migrations chinoises, il appert qu'une telle composante méthodologique accorde à ce champ d'étude une profondeur hautement désirée. À plus forte raison compte tenu que les migrations chinoises sont vieilles de plusieurs siècles<sup>21</sup>.

De façon plus générale, la relation entre la sécurité et les migrations internationales demeure insuffisamment explorée par les chercheurs. Quel est la nature de ce lien ? Comment s'articule-t-il ? Quel rôle l'immigration illégale y joue-t-elle ? Et, par extension, comment les théoriciens des relations internationales répondent-ils au phénomène des migrations sont autant de questions essentielles à la fois pour la discipline des relations internationales que pour les études sur les migrations chinoises. Les questions concernant la perte de pouvoir étatique, la création de nouveaux « espaces sociaux » et l'effet du transnationalisme sur la société d'origine et la société d'accueil nécessitent des éclaircissements.

Enfin et non le moindre, un dernier grand thème de recherche constitue les relations bilatérales de trois types : 1. les Chinois ayant émigré et la Chine ; 2. les Chinois ayant émigré et le pays d'accueil ; 3. la Chine et le pays d'accueil. L'incidence de ces rapports sur le développement économique, sur les politiques publiques, sur la formulation de la politique étrangère, sur la question de l'identité et sur les relations ethniques ont certes été étudiées par le passé, mais de nouvelles dynamiques, telles la fin de la guerre froide et la globalisation des marchés, en forcent une complète relecture.

---

21. Certaines études estiment que le début des migrations chinoises date du premier siècle avant notre ère, alors que les premières implantations chinoises en Asie du Sud-Est remontent au 13<sup>e</sup> siècle. Voir Victor PURCELL, *op. cit.*